

Le ministre cubain des Affaires étrangères : « La décision la plus correcte serait de lever le blocus »



Le ministre cubain des Affaires étrangères Bruno Rodríguez. Photo : Claudia Fonseca/ Cubadebate.

La Havane, 15 janvier (RHC) Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez Parrilla, a déclaré mercredi que la décision de l'administration de Joe Biden d'exclure Cuba de la liste des États qui, selon Washington, soutiennent le terrorisme « était sérieuse, importante et allait dans la bonne direction, bien que très limitée et tardive ».

La présence de Cuba sur la liste du département d'État « manquait de crédibilité, mais ses effets pratiques sont extraordinaires dans le secteur financier » et visent à « causer des dommages à la famille cubaine », a-t-il assuré.

Le ministre des Affaires étrangères a répondu aux questions réitérées sur les réseaux sociaux depuis l'annonce de Washington mardi, à savoir pourquoi l'administration Biden prend ces mesures, et il a déclaré à ce sujet : « Mon opinion est qu'elle les a prises parce que son plan a échoué ». « L'objectif ultime de vaincre la révolution, par des mesures qui provoquent un effondrement total de l'économie et

une collision sociale, a échoué », a-t-il déclaré.

Il a estimé que l'administration Biden « a pris ces décisions en reconnaissant que la politique qu'elle appliquait à l'égard de Cuba est une politique obsolète, qui a échoué et qui ne sert pas les objectifs ou les intérêts nationaux des États-Unis, pas plus qu'elle n'a le soutien des Américains ou des Cubains vivant dans ce pays ».

C'est aussi « une reconnaissance du fait que cette politique ratée provoque un isolement international très grave, discrédite sa politique étrangère et endommage les instruments dont le gouvernement américain est censé avoir besoin pour atteindre certains objectifs ».

Il a ajouté que malgré les circonstances difficiles dans lesquelles le pays vit aujourd'hui, « le soutien du peuple cubain à la Révolution, à l'ordre constitutionnel qui a été choisi de manière souveraine et dans l'exercice de l'autodétermination, se maintient ».

Le ministre des Affaires étrangères a ajouté que ces décisions de M. Biden « sont dues à la créativité de notre peuple, à son héroïsme quotidien, à sa noblesse, qui suscite l'admiration, le respect, le soutien et la solidarité à l'échelle internationale et dans de larges secteurs des États-Unis ».

Il a déclaré que cette liste du département d'État était « un instrument de coercition politique à l'encontre d'États souverains ». « Cuba n'aurait jamais dû figurer sur cette liste, essentiellement en raison de son statut de victime du terrorisme », a-t-il souligné.

« La chose la plus correcte serait de lever le blocus », a souligné Rodríguez Parrilla, en insistant sur le fait que Cuba continuera à défendre ses droits en tant qu'État souverain et qu'elle a toujours été et restera ouverte à un dialogue respectueux, sur la base de l'égalité, et en accord avec les principes du droit international.

Le ministre a également répondu à une autre question : « On devrait demander au gouvernement américain pourquoi il a attendu jusqu'à maintenant pour faire ce qu'il aurait pu faire - et ce que beaucoup de ses électeurs, y compris des citoyens d'origine cubaine, attendaient depuis son élection ».

Il a rappelé que le président Biden, dans son programme électoral, s'était engagé à adopter des changements significatifs dans la politique américaine à l'égard de Cuba, en tenant compte du grave recul des relations bilatérales causé par l'administration républicaine qui l'a précédé, dans les progrès qui ont été réalisés entre 2014 et 2016.

« Cuba a toujours eu, et a aujourd'hui, et aura demain, et aura la semaine prochaine, et dans le futur, toute la volonté de travailler en faveur de relations civilisées, pour le bénéfice de nos peuples, malgré les différences très profondes que nous avons avec les gouvernements américains », a-t-il souligné.

« Notre volonté de dialogue reste intacte », a déclaré Rodríguez Parrilla, ajoutant que c'est une chose que « nous réitérerons au prochain gouvernement ».

Une troisième question récurrente à laquelle le ministre a répondu à la presse mercredi était de savoir si les décisions de M. Biden pouvaient être réversibles : « Oui, il s'agit de mesures exécutives qui peuvent être réversibles de manière exécutive », a-t-il déclaré. Il a toutefois souligné que, selon l'opinion de certains hommes politiques américains, y compris « certains de ceux qui ont participé, joué un rôle de premier plan, provoqué le recul des relations bilatérales », « il faudra du temps et du travail pour les inverser ».

Le ministre des affaires étrangères a déclaré qu'"il sera très important de considérer que, quoi qu'il adienne de ces mesures à l'avenir, il s'agit d'un événement important, un événement qui a fait le tour du monde et qui a reçu un très large soutien international dans les quelques heures qui ont suivi les

principales annonces faites par les deux gouvernements. Il a suscité une reconnaissance et une solidarité internationales, un débat aux États-Unis, dans le cadre de la terrible polarisation politique qui existe dans ce pays, mais un soutien significatif de la part de citoyens, d'organisations et d'institutions américains.

À Cuba, a-t-il ajouté, elle a été accueillie favorablement par notre peuple et avec l'espoir qu'elle pourrait ouvrir la voie à une amélioration des relations bilatérales, tout en sachant parfaitement qu'il ne faut pas se faire d'illusions et avoir des attentes excessives ».

Lors de son intervention, le chef de la diplomatie cubaine a indiqué que les mesures coercitives et unilatérales appliquées par les États-Unis depuis plus de six décennies à l'encontre de l'île n'ont fait qu'entraîner un « très grave isolement » des États-Unis, ainsi qu'un « discrédit de leur politique étrangère ».

« L'étape appropriée est de continuer à lever des éléments du blocus, de lever le blocus dans son ensemble et de permettre aux Cubains de vivre en paix », a-t-il souligné.

Selon lui, le blocus est une « politique obsolète, qui a échoué et qui ne sert pas les intérêts nationaux » des États-Unis.

Le 14 janvier, l'administration du président Joe Biden a annoncé la décision d'exclure Cuba de la liste du département d'État des pays qui soutiendraient le terrorisme, une mesure maintenue par Washington depuis le 12 janvier 2021, date à laquelle elle a été signée par le président de l'époque, Donald Trump.

L'administration Biden a également décidé mardi de faire usage de la prérogative présidentielle pour empêcher l'action devant les tribunaux américains contre les poursuites intentées en vertu du titre III de la loi Helms-Burton, et d'éliminer la liste des entités cubaines restreintes qui désigne un groupe d'institutions avec lesquelles il est interdit aux citoyens et aux institutions des États-Unis d'effectuer des transactions financières, ce qui a eu un effet sur des pays tiers.

Selon un communiqué du ministère des affaires étrangères, « malgré son caractère limité, il s'agit d'une décision qui va dans la bonne direction et qui est conforme aux demandes soutenues et fermes du gouvernement et du peuple cubains ».

« Cette décision de l'administration Biden met fin à des mesures coercitives spécifiques qui, avec beaucoup d'autres, causent de graves dommages à l'économie cubaine, avec un effet sévère sur la population », ajoute le communiqué du Minrex, notant que le blocus économique et une bonne partie des dizaines de mesures coercitives qui ont été mises en place depuis 2017 pour le renforcer restent en vigueur, avec un plein effet extraterritorial.

Le ministère des Affaires étrangères insiste sur le fait que « la guerre économique reste et persiste à poser l'obstacle fondamental au développement et à la récupération de l'économie cubaine, avec un coût humain élevé pour la population, et continue à être un stimulant pour l'émigration ».

(Source Cubadebate)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/374212-le-ministre-cubain-des-affaires-etrangeres-la-decision-la-plus-correcte-serait-de-lever-le-blocus>



Radio Habana Cuba